



APPEL À COMMUNICATION

Colloque SFER/RMT DévAB/Laboratoire Cultures et sociétés en Europe

« Les transversalités de l'agriculture biologique » Strasbourg (Université Marc Bloch), 23-24 juin 2011

La justification de l'engagement ou de la conversion d'agriculteurs dans un mode de production en agriculture biologique, telle qu'elle peut être exprimée lors d'entretiens de type sociologique, repose en grande partie sur les dimensions transversales de cette activité. Les motivations obéissent habituellement à plusieurs finalités ou conduites (agronomiques, environnementales, sociales, économiques, esthétiques, éthiques, émotionnelles, militantes) orientées selon des objectifs et des valeurs croisés. Mais nous sommes aujourd'hui dans un contexte de transformations importantes de l'agriculture biologique. La multiplication des exploitations, surfaces, types et volumes de production, liée à une forte hausse et à l'extension des consommations, modifie les façons de penser, de pratiquer et de vivre l'activité. Il s'ensuit notamment un processus d'accélération et d'élargissement des échanges qui contribue à remettre en cause les savoirs et les savoir faire acquis. Nous proposons comme objectif de réinterroger nos connaissances selon les dimensions transversales de l'agriculture biologique à partir des enjeux actuels dans les domaines sociaux, économiques, agronomiques, environnementaux, politiques et scientifiques. Pour cela, nous retenons quatre thématiques.

A. Les nouveaux enjeux économiques

L'ouverture et la réorganisation des marchés ont des conséquences majeures sur la restructuration des systèmes de production. L'amplification des flux de marchandises bios et produits dérivés entre Nord, Sud, Ouest et Est, à l'échelle de l'Europe et du monde, est à ce propos plus que symbolique. Face à ce phénomène, des agriculteurs, l'industrie, le commerce et des acteurs institutionnels repensent l'organisation des exploitations agricoles, des filières et des territoires. Les segments de « niche », traditionnellement attribués à l'agriculture biologique et à ses débouchés, doivent être aujourd'hui révisés (niches diétético-écologiques et/ou gammes commerciales). L'agriculture biologique renvoyait jusqu'ici à des pratiques différentes, voire innovantes en matière commerciale et sociale. En effet, les plus-values tirées de cette activité autorisaient des installations hors-norme, le maintien de petites structures d'exploitation, une division du travail familial originale. Ces pratiques porteuses de transversalité sont-elles menacées ou peuvent-elles bénéficier d'un nouveau potentiel de développement ? Dans une perspective plus sociétale, nous analyserons les changements apportés par le Grenelle de l'environnement, le rôle des politiques publiques à travers les différents plans de développement de l'agriculture biologique, les débats sur la multifonctionnalité et la durabilité du bio et les attentes sociales à ce propos. Enfin, nous analyserons les conséquences de la croissance de l'agriculture biologique en termes de recomposition des territoires, des filières et des échanges à des échelles différenciées (micro, méso, macro).

B. Les pratiques et les discours

L'interrogation sur les transversalités prend appui sur des pratiques et des discours qui sont la « marque de fabrique » de l'agriculture biologique. Ainsi, cette activité est aisément identifiable grâce aux éléments de réponse originaux qu'elle apporte en termes de santé, d'alimentation, de proximité, d'éthique, d'émotions, de savoirs. Cet acquis fait de l'agriculture biologique un mouvement social dont les débats traversent des questions plus générales de nos sociétés. Nous nous demanderons dans quelle mesure les transformations de l'économie modifient ces visées transversales du bio. Dans une perspective plus agronomique, nous assistons à l'émergence d'une diversité de modèles et de discours sur l'agriculture bio en relation avec d'autres formes d'agriculture et à l'intérieur même de la filière. Quels sont les potentiels de transition entre ces modèles ? Quel rôle joue l'agriculture biologique dans le développement de pratiques agricoles en cours d'écologisation telles l'agriculture raisonnée, l'agriculture à haute qualité environnementale, etc. ? Quels sont les synergies et les échanges entre agriculture bio et agriculture conventionnelle ? L'inscription de l'agriculture biologique dans les circuits de transformation et de distribution contribue-t-elle à « écologiser » le modèle de l'agriculture conventionnelle ou au contraire à « désécologiser » le modèle bio ? Nous accorderons également une grande importance aux processus internes à l'agriculture biologique. Comment les transversalités, les complémentarités, entre productions animales et végétales et entre exploitations évoluent-elles au sein de l'agriculture biologique ?

C. L'encadrement politique et ses transformations

Nous assistons actuellement à une diversification des territoires d'intervention du politique. Ainsi, la prochaine réforme de la PAC va modifier les règles d'attribution des aides et des soutiens aux agricultures respectueuses de l'environnement. Des interrogations sur l'échelle des certifications voient le jour à différents niveaux. Les régions administratives se voient attribuées de nouvelles compétences en matière agricole par le biais de soutien aux projets d'écologisation des pratiques agricoles. Les collectivités territoriales intègrent de plus en plus les contraintes environnementales dans leur projet de développement. D'une manière générale, nous attacherons une attention particulière aux interventions axées sur l'analyse des politiques publiques. Nous nous interrogerons sur les conséquences de ces politiques au sein de la filière « agriculture biologique » mais également dans le cadre plus général des agricultures respectueuses de l'environnement.

D. Les passerelles scientifiques

Nous accorderons une attention particulière aux passerelles scientifiques qu'exige l'étude de l'agriculture biologique. L'augmentation de la demande en produits bios et les fortes injonctions politiques issues du Grenelle de l'environnement ont dopé la production de produits bios. La recherche agronomique suit le mouvement. Le nombre de projets et de programmes se multiplie. La vocation transversale de l'agriculture biologique pourrait laisser penser à une pluralité des analyses possibles de son évolution. Il conviendra d'établir un bilan des savoirs produits et de leurs conditions d'élaboration. Les pratiques d'interdisciplinarité sont-elles réelles ou purement anecdotiques ? Quelles sont les attentes des agriculteurs en matière de recherche ? Comment de leur côté, et parfois en partenariat avec la recherche, les agriculteurs produisent-ils des connaissances et des savoir-faire ? En quoi ces connaissances se distinguent-elles des productions académiques ? Quelles sont les thématiques privilégiées par la recherche agronomique ? Quel est l'apport des disciplines habituellement peu mobilisées dans le domaine agricole (sciences humaines et sciences « exactes ») ? Comment peut s'articuler une recherche fondamentale et une recherche-action ? Quelles sont les passerelles et les mises en réseau nouvelles entre la recherche, la formation et le développement ?

La communication peut porter sur l'un des thèmes proposés ou sur plusieurs et faire référence à des travaux menés en France ou à l'étranger. Nous prendrons en compte la diversité des intervenants en agriculture biologique (praticiens, étudiants, chercheurs, enseignants, techniciens, décideurs).

Échéancier

La date limite de réception des résumés (350 mots maximum) est fixée au 15 novembre 2010

L'avis du Comité scientifique sera communiqué aux auteurs à partir du 30 novembre 2010

La version complète des communications acceptées (10 pages, publication envisagée) sera à transmettre pour le 28 février 2011

Merci d'adresser vos résumés à Marie Dézert : dezert@engref.fr

Coordinateur : Michel Streith (CNRS-Ladyss).

Organisation : Marie Dézert (SFER) – Céline Cresson (RMT dévAB) – Laurence Granchamp (Cultures et Sociétés en Europe)

Conseil scientifique : Anne Glandières (Chambre régionale d'agriculture de Midi-Pyrénées), Philippe Fleury (ISARA Lyon), Mohamed Gafsi (ENFA Toulouse), Laurence Granchamp (Université Strasbourg), Colette Méchin (Université Strasbourg), Christian Mouchet (Agrocampus Rennes), Michel Streith (CNRS-Ladyss), Denise Van Dam (Université Namur), Maurice Wintz (Université Strasbourg).